

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 37 – du 28 septembre au 5 octobre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM SUR : PANORAMA BANCAIRE DU PROCHE-ORIENT

Les banques au Proche Orient se caractérisent par une forte fragmentation des acteurs, bien que des effets de concentration soient à l'œuvre. Même si le nombre de banques varie fortement selon les pays, on relève dans toute la région des tendances monopolistiques par certains groupes bancaires. En Israël par exemple, 5 groupes bancaires contrôlent 98% du marché. Cette prédominance est souvent marquée par des institutions bancaires publiques, comme en Égypte où les deux premières banques d'État du pays – National Bank of Egypt (NBE) et Banque Misr – détiennent à elles seules plus de la moitié des actifs. L'importance des systèmes bancaires dans l'économie diffère également selon les pays, avec des actifs de banques qui représentent entre 185% du PIB en Jordanie à 56% du PIB seulement en Irak en 2022 (136% pour Israël, 145% pour l'Égypte, 93% pour les Territoires Palestiniens).

LE CHIFFRE À RETENIR

+250

INSTITUTIONS BANCAIRES
AU PROCHE-ORIENT

Les systèmes bancaires de la région se sont construits dans des temporalités et sur des modes opératoires très variés, dont les caractéristiques sont très hétérogènes, en matière de robustesse face aux vulnérabilités notamment. Le BICRA (Banking Industry Country Risk Assessment) de l'agence de notation S&P témoigne de ces disparités régionales en matière de risque bancaire, bien qu'une grande majorité des pays du Proche Orient ne soit pas encore évaluée. Tandis qu'Israël figure parmi les systèmes bancaires les plus robustes (Groupe 3), la Jordanie et l'Égypte figurent respectivement dans les niveaux de risque 8 et 9, en particulier concernant leur risque de crédit dans l'économie et leur manque de résilience économique. Par ailleurs, des risques de gouvernance multiples existent : (i) actionnariat trop éclaté ; (ii) sous-investissement dans le secteur privé ; (iii) instauration d'un capitalisme de copinage ; (iv) surreprésentation des investissements dans des titres d'État et (v) multiplication des conflits d'intérêts. De même, malgré les flux financiers importants vers le secteur public, ces investissements ne traduisent pas systématiquement une efficacité et bon état des biens publics.

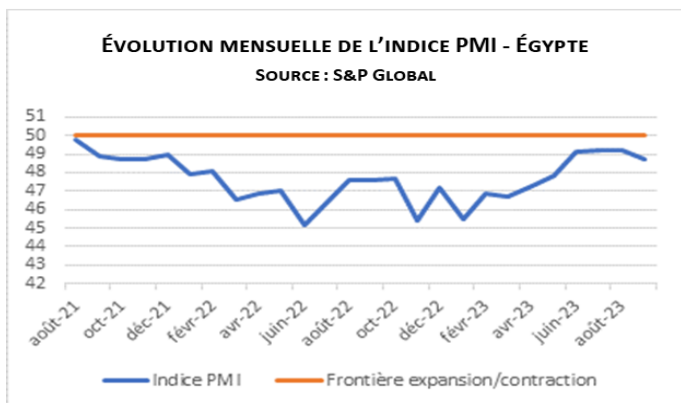
Les banques étrangères occupent des places variées sur les différents marchés bancaires, avec un retrait visible des banques européennes dans la région. En effet, les banques européennes, dont les banques françaises, ont progressivement limité leur implication financière dans la région du fait notamment (i) des considérations politiques et de sanctions financières prononcées à l'égard d'institutions bancaires ; (ii) des difficultés d'implémentation des standards réglementaires internationaux ; (iii) des performances bancaires hétérogènes ; et (iv) de la structuration des marchés bancaires avec des phénomènes de concentration du marché par des banques à capitaux publics. Au niveau des interconnexions bancaires régionales, l'implication de banques libanaises, en particulier en Jordanie et Syrie, a été fortement réduite suite à la crise économique et financière de 2019. Les banques du Golfe occupent en revanche une place de plus en plus importante dans le paysage des banques étrangères au Proche Orient.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. NOUVELLE BAISSÉ DE L'INDICE PMI.

La publication mensuelle de l'indice PMI de S&P Global affiche pour la première fois en six mois un recul pour septembre 2023. L'indice s'affiche à 48,7 contre 49,2 en août 2023. Cette contraction s'explique notamment par la progression marquée de l'inflation (37,4 % en glissement annuel en août) et la pénurie de matières premières ayant provoqué selon S&P Global une augmentation des commandes en attente, malgré la baisse continue de la demande des clients. Si l'indice PMI avait atteint son niveau le plus haut depuis près de deux ans à l'été dernier, le chiffre est resté sous le seuil de 50 (qui sépare la croissance de la contraction) pendant 34 mois. Pour autant, les entreprises augmentent leurs effectifs pour le deuxième mois consécutif.



2. ÉCHÉANCES DE 29,2 MDS\$ AU TITRE DU SERVICE DE LA DETTE EN 2024.

Selon [les dernières données](#) publiées fin septembre 2023 par la Banque Centrale d'Égypte (CBE), l'Égypte devra rembourser 29,2 Mds USD de dette extérieure en 2024, dont 22,9 Mds USD pour le remboursement du principal et 6,3 Mds USD pour les intérêts. Ce montant devrait s'élever à 19,3 Mds USD en 2023 (14,1 Mds USD pour le principal et 5,2 Mds USD pour les intérêts). Pour rappel, la dette extérieure de l'Égypte a quadruplé au cours de la dernière décennie, atteignant un niveau record de 165,4 Mds USD fin mars 2023 en raison de l'augmentation des emprunts auprès des prêteurs multilatéraux et sur les marchés internationaux de la dette. Plus des deux tiers de la dette extérieure du pays sont libellés en dollars américains et elle représente désormais 38,5% du PIB. Il convient enfin de préciser qu'en mars 2023, plus de 50 % de la dette à court terme (soit environ 14,9 Mds USD) est constituée des dépôts des pays du Golfe à la BCE sur un total

d'encours de dette dû aux pays du GCC de 46,1 Mds USD (28 % du total de la dette extérieure).

3. NOUVEL ACCORD D'ÉCHANGE DE DEVICES DE 1,4 MD\$ AVEC LES EAU.

La Banque Centrale d'Égypte (CBE) et la Banque Centrale des Émirats arabes unis (CBUAE) ont signé jeudi 28 septembre 2023 un [accord](#) bilatéral d'échange de devises (« swap »), permettant aux deux parties d'échanger la livre égyptienne et le dirham émirati contre une valeur nominale allant jusqu'à 42 Mds EGP et 5 Mds AED, à un taux de change implicite de 8,40 EGP pour chaque AED, conformément au taux officiel actuellement en vigueur. Par ailleurs, les Banques Centrales égyptienne et chinoise ont discuté d'une éventuelle ligne de swap lors des négociations à Pékin la semaine dernière, a [annoncé la CBE](#). La délégation a également évoqué le projet égyptien d'émettre en Chine des obligations Panda d'un montant de 500 M USD, libellées en CNY.

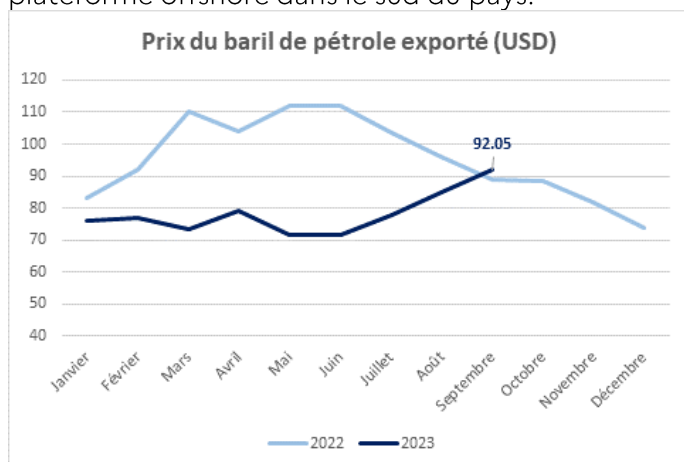
4. APPEL D'OFFRES POUR L'EXPLORATION DE 23 NOUVEAUX BLOC PÉTRO GAZIERS.

Le Ministre du Pétrole et des Ressources minérales a annoncé le lancement d'un appel d'offres pour l'exploration de 23 nouveaux blocs pétro gaziers offshore et onshore (dix dans le désert occidental et deux à l'est, sept dans la région du Golfe de Suez, et quatre dans la mer Rouge) par deux compagnies publiques (Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) et South Valley Egyptian Petroleum Holding Company (GANOPE). Les groupes intéressés ont jusqu'au 25 février 2024 pour remettre une offre. Pour mémoire le ministre avait déclaré en juillet dernier attendre de la part des majors des investissements à hauteur de 1,8 Md USD pour forer 35 nouveaux puits de gaz naturel d'ici juillet 2025. Dans le même temps, les résultats de l'appel d'offre lancé par l'Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS) clôturé mi-juillet 2023 ont été rendu publics, avec l'attribution de quatre zones d'exploration : trois dans la Méditerranée (deux à l'italien ENI, et une à un consortium composé d'ENI, de BP et de Qatar Energy), et une dans le delta du Nil (à l'entreprise russe Zarubezhneft). Ces annonces s'inscrivent dans le prolongement de la stratégie du gouvernement égyptien d'accroissement des recettes d'exportations tirées du gaz, l'acheminement du GNL devant reprendre en ce mois d'octobre après une interruption durant l'été liée à la redirection des volumes vers la production d'électricité pour le marché intérieur.

IRAK

1. EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

D'après les chiffres préliminaires du Ministère du Pétrole, les recettes des exportations de pétrole ont augmenté à 9,5 Mds USD en septembre, contre 9 Mds USD en août et 8,3 Mds USD en juillet. Cela est principalement dû à la hausse du prix du baril exporté, qui a atteint 92 USD en septembre. Le prix du baril exporté dépasse la barre des 90 USD pour la première fois depuis août 2022 (cf. graphique). L'Irak cherche par ailleurs à renforcer son appareil exportateur de pétrole. Ainsi, le Ministre du Pétrole a inauguré le 28 septembre un nouveau tanker, appelé « Sumer », d'une capacité de 200 000 barils (un second tanker devrait être livré prochainement). Le Conseil des ministres a aussi décidé le 28 septembre d'allouer un montant de 967 M USD à la construction de nouveaux oléoducs et une nouvelle plateforme offshore dans le sud du pays.



Source : Ministère du Pétrole

2. ENTRÉE EN SERVICE DE LA 1^{ÈRE} PHASE DE L'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE ENTRE LA JORDANIE ET L'IRAK.

Le Ministre de l'Électricité a annoncé le 30 septembre la mise en service de la première phase de l'interconnexion entre l'Irak et la Jordanie, suite à la réalisation de la sous-station d'Al-Qaim (province de l'Anbar), à la fin du mois d'août. Cette interconnexion permet à l'Irak de bénéficier dans un premier temps de 50 MW d'électricité jordanienne, puis de 150 MW dans un second temps. Une seconde phase de l'interconnexion vise la fourniture de 300 MW. Le projet est réalisé par General Electric Grid Solutions. L'interconnexion s'inscrit dans la stratégie irakienne de diversification de son approvisionnement extérieur en électricité, en raison de l'insuffisance de la production nationale pour répondre à la demande. Des projets

d'interconnexions sont ainsi en cours de réalisation avec le Koweït, le Conseil de coopération du Golfe et l'Arabie saoudite.

IRAN

1. LE GOUVERNEMENT IRANIEN APPROUVE 4 PROJETS ÉCONOMIQUES PRIORITAIRES.

Le secrétariat du commandement de l'économie de résistance a préparé et approuvé les quatre projets économiques prioritaires du 13^{ème} gouvernement iranien, s'étalant de décembre 2023 à février 2024. Ces priorités s'inscrivent dans le cadre de l'économie de résistance, visant à renforcer la résilience économique du pays face aux chocs internes et externes. Ces quatre projets sont : (i) le corridor Nord-Sud (INSTC), (ii) le développement des systèmes bancaires internationaux, (iii) la valorisation du pétrole et du gaz, et (iv) l'approvisionnement durable en denrées alimentaires essentielles.

2. LA PRODUCTION DE PÉTROLE ATTEINT LE PIC DE 2018 (3,15 M DE B/J).

L'Iran a augmenté sa production de pétrole à 3,15 millions de barils par jour en septembre, soit le niveau le plus élevé depuis 2018 selon les enquêtes de Reuters et les données de l'OPEP.

3. L'IRAN ET LA RUSSIE S'ACCORDERAIENT SUR UNE INTERACTION MONÉTAIRE.

Des responsables de la banque russe V.T.B et le Directeur Général du Port de Bandar Abbas se seraient rencontrés afin d'explorer une coopération dans le développement de lignes d'investissement et de crédit, soulignant le renforcement des échanges commerciaux entre l'Iran et la Russie via Bandar Abbas. Ils auraient discuté de l'interaction bilatérale des devises pour stimuler les exportations, le transit et les processus financiers. Les représentants de la banque russe auraient également exprimé leur intérêt à établir des succursales dans les zones économiques spéciales de l'Iran.

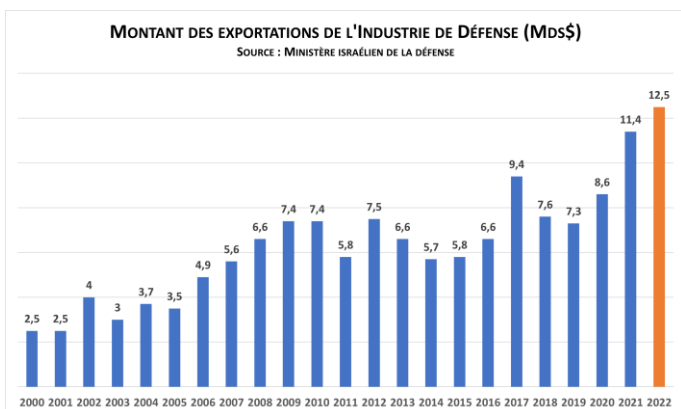
4. L'IRAN REJOINT L'UNCITRAL.

L'Iran rejoint la Convention des Nations Unies sur les Communications Électroniques dans les Contrats Internationaux (UNCITRAL) : la signature de cette convention est de nature à renforcer le commerce international et la clarté juridique dans les transactions électroniques. L'UNCITRAL joue un rôle essentiel dans la modernisation et l'harmonisation du droit commercial international.

ISRAËL

1. INDUSTRIE DE DÉFENSE : CROISSANCE DES EXPORTATIONS.

L'industrie de défense est un secteur clé de l'économie israélienne et ses exportations continuent leur croissance en 2023, à la faveur des accords d'Abraham, qui ont permis une officialisation des ventes sur certains pays, et du réarmement européen qui a suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine. La vente du système antimissile "Arrow" 3 à l'Allemagne pour 3,5 Mds USD, représente bien cette tendance. Ce contrat permettra probablement aux industries de défense israéliennes de battre leur record de 12,5 Mds USD d'exportation en 2022.



2. ÉTUDES SUR LA CRÉATION D'UN SHEKEL DIGITAL (CENTRAL BANK DIGITAL CURRENCY)

Le projet « SELA », la phase pilote menée par la Banque d'Israël et l'autorité monétaire de Hong Kong, en vue de l'établissement d'un cours légal pour un shekel digital vient de se terminer. Israël a travaillé avec « l'innovation hub » de la Banque des Règlements Internationaux et les Banques Centrales de Norvège et de Suède afin d'être en mesure, le moment venu, de lancer une monnaie digitale. Les difficultés légales, sécuritaires (cyber, anonymat), techniques (inclusivité sociale, accès pour les non-résidents etc.) sont nombreuses et l'objectif est de les identifier et d'y apporter des solutions pour qu'un document de planification soit disponible à la fin du mois de décembre 2024. La banque d'Israël ne cache pas que cette évolution potentielle est une manière de secouer les archaïsmes d'un secteur bancaire traditionnel trop peu productif.

3. EFFACEMENT DE LA POSITION DOMINANTE D'ISRAËLI ELECTRIC COMPANY.

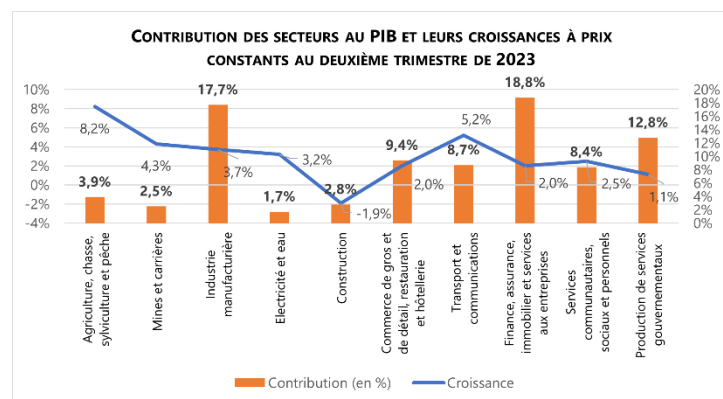
Après la mise en œuvre de la réforme du secteur de l'électricité (en 2018), la part de l'Israeli Electric

Company (IEC) dans la production est passée en 2022 à 51%. Cela s'explique par la privatisation de certaines centrales électriques d'IEC parallèlement à l'exploitation de nouvelles installations privées. Selon les prévisions, 2023 devrait marquer donc l'inflexion vers une capacité de production désormais dominée par le secteur privé. On estime qu'aujourd'hui environ un tiers de la consommation privée du pays est assurée par la production d'origine privée.

JORDANIE

1. HAUSSE DE LA CROISSANCE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), le PIB en volume a enregistré une hausse de +2,6 % en glissement annuel (g.a.) au deuxième trimestre de 2023. La plupart des secteurs économiques ont enregistré une croissance au cours de cette période par rapport au deuxième trimestre de 2022. Le secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche a enregistré le taux de croissance le plus élevé (+8,2 %), suivi par le secteur des transports, du stockage et des communications (+5,2 %) puis de l'industrie minière (+4,3 %). En revanche, le secteur de la construction enregistre une baisse de -1,9 %. Le secteur de la finance, de l'immobilier et des services aux entreprises reste le principal contributeur du PIB, avec 18,8 % du total, suivi du secteur manufacturier (17,7 % du total) qui participe également le plus à la croissance (0,66 pp). Pour rappel, la croissance au premier trimestre de 2023 s'était établie à +2,8 %. Sur le premier semestre de 2023, elle est donc évaluée à +2,7 % soit 0,1 pp de plus que la prévision annuelle pour 2023 du FMI (+2,6 %).



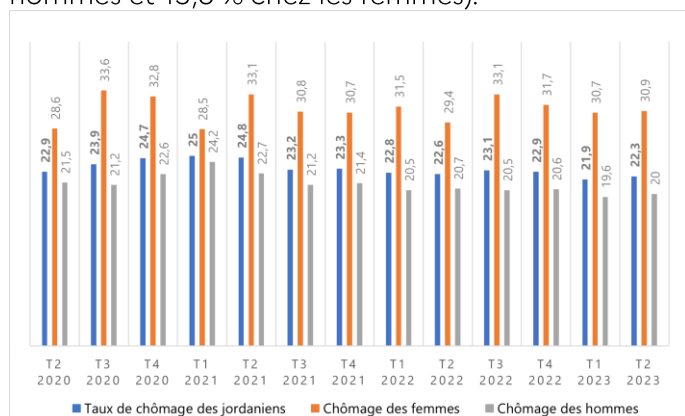
2. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL AU COURS DES SEPT PREMIERS MOIS DE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), au cours des sept premiers mois de 2023, le déficit

commercial a diminué de -9,3 % par rapport à la même période en 2022, pour atteindre 5,3 Mds JOD (7,5 Mds USD). Les importations enregistrent une baisse de -4,7 % en g.a. et atteignent 10,6 Mds JOD (14,9 Mds USD). La part des produits pétroliers dans ces importations représente 16,5 % en valeur -contre 19,3 % lors des sept premiers mois de 2022- les importations de produits pétroliers étant en baisse de -18,6 % en g.a. Quant aux exportations, elles ont augmenté de +0,4 % pour atteindre 5,3 Mds JOD (7,5 Mds USD) - dont 7 % de réexportations. Pour autant, à l'exception des bijoux et pierres précieuses (9,6 % des exportations, +80,5 % en g.a.) et des produits chimiques (5,5 % des exportations, +19,9 % en g.a.), les principales exportations de produits nationaux sont en baisse, à savoir : le textile (14,8 % des exportations, -8,6 % en g.a.), les engrais (12 % des exportations, -17,3 % en g.a.), la potasse (8 % des exportations, -31,5 % en g.a.) et le phosphate (6,9 % des exportations, -16 % en g.a.).

3. LÉGÈRE DÉTÉRIORATION DU TAUX DE CHÔMAGE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage a augmenté de +0,4 point de pourcentage (pp) au deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023, pour atteindre 22,3 %. Le taux de chômage est en hausse après une baisse durant deux trimestres consécutifs. Le chômage des hommes a augmenté de 0,4 pp entre le premier et le deuxième trimestre de 2023 pour atteindre 20 %. Le taux de chômage des femmes, déjà élevé, observe une hausse de +0,2 pp entre le premier et le deuxième trimestre de 2023, il s'élève désormais à 30,9 %. Le chômage des jeunes (15-24 ans) reste également très inquiétant : il s'élève à 47,2 % soit 1,1 pp de plus qu'au trimestre précédent. La participation au marché du travail est toujours faible, elle est évaluée à 33 % (53 % chez les hommes et 13,8 % chez les femmes).



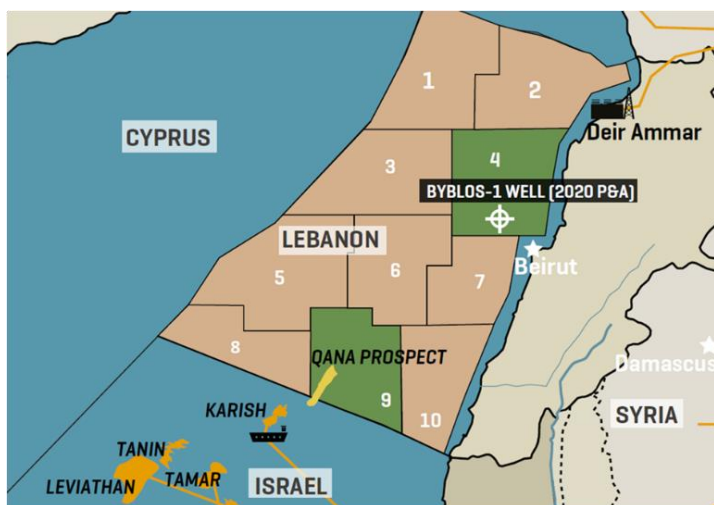
LIBAN

1. ANNONCE D'UNE DOLLARISATION PARTIELLE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ DU LIBAN.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Eau a annoncé qu'Électricité du Liban (EDL) sera prochainement autorisé à collecter ses factures d'électricité en dollars, tout en laissant la possibilité aux clients de continuer à régler leurs factures en livres libanaises. La priorité absolue d'EDL est en effet de sécuriser son accès aux dollars, aujourd'hui fortement rationnés par la Banque du Liban. En parallèle, EDL poursuit la mise en œuvre de son plan de redressement, qui implique d'augmenter sa production très progressivement, uniquement dans les zones où le taux d'impayé est contenu. EDL a ainsi annoncé la fourniture, à partir du 1^{er} octobre, de deux heures d'électricité supplémentaires par jour dans plusieurs quartiers de Beyrouth. Par ailleurs, EDL cherche à réduire le montant substantiel des impayés des administrations publiques, en particulier des établissements des eaux, et leur a demandé de s'acquitter de leurs factures, avant de procéder dans le cas contraire à une coupure de l'approvisionnement en électricité. Dans ce contexte, la restauration de la rentabilité des établissements des eaux constitue un enjeu majeur, alors que le secteur connaît de graves dysfonctionnements (coupures d'eau à Beyrouth notamment). Une dollarisation partielle des tarifs de l'eau est ainsi envisagée.

2. GAZ : LE CONSORTIUM TOTALÉNERGIES - ENI - QATAR ENERGY SE POSITIONNE SUR LES BLOCS 8 ET 10.

Le consortium formé par TotalEnergies, Qatar Energy et Eni, détenteur des licences d'exploration et d'exploitation sur les blocs gaziers 4 et 9, a répondu à l'appel d'offres de l'Autorité du pétrole relatif aux licences d'exploration et d'exploitation des blocs 8 et 10. Entourant le bloc 9 en cours d'exploration, les blocs 8 et 10 sont limitrophes aux eaux israéliennes, où du gaz a été découvert. Le bloc 8 n'ayant toujours pas fait l'objet d'études géologiques approfondies, le Ministre de l'Énergie et de l'Eau Walid Fayad a donné l'autorisation fin août de mener une étude sismique du bloc.



3. PLAN DE RÉCUPÉRATION DES IMPAYÉS LIÉS À L'EXPLOITATION DE CARRIÈRES.

Le Ministre de l'Environnement Nasser Yassine a annoncé le 29 septembre un plan pour collecter 2,4 Mds USD d'impayés auprès des exploitants de carrières. Ce plan comptabilise le non-versement des taxes d'exploitation ainsi que les montants des dommages environnementaux et les amendes liées à l'exploitation illégale de carrières. Les impayés devront être versés en dollars à la Banque du Liban, et des saisies de biens mobiliers et immobiliers sont prévues en cas de non-coopération des exploitants. Déjà amorcé en décembre 2022, le plan du ministère de l'environnement entend viser plus de 1 230 carrières illégales.

PALESTINE

1. LES ÉTATS-UNIS ANNONCENT LE VERSEMENT DE 75 M\$ À L'UNRWA.

Le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, se rendra en Israël et dans les Territoires Palestiniens (TP) au mois d'octobre 2023. Il a par ailleurs annoncé le versement de 75 M USD par le Congrès américain à l'UNRWA en manque de financements pour fournir une assistance humanitaire et une protection aux réfugiés des TP. Cette allocation était retenue par les membres du Congrès depuis trois ans. L'USAID a annoncé quant à elle une aide de 47 M USD aux

hôpitaux de Jérusalem-Est le 29 septembre 2023. 25,5 M USD de ce montant servira à l'allègement direct de la dette palestinienne. Les 21,5 M USD restants visent à la réhabilitation des installations de soins, à l'achat d'équipements ainsi qu'à l'amélioration globale des services offerts aux patients hiérosolymitains (de Jérusalem) par plus d'investissement.

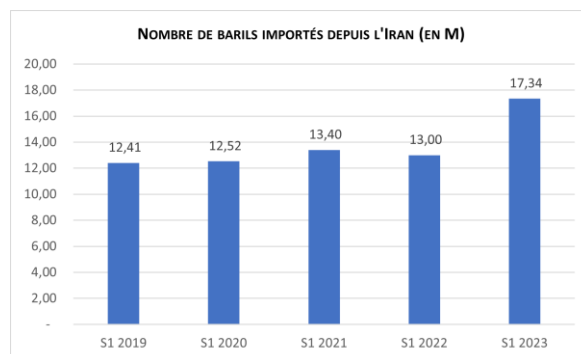
2. RÉDUCTION DE 50% DE LA TAXE ISRAËLIENNE SUR LES CARBURANTS.

Le Protocole de Paris sur les relations économiques entre Israël et l'Autorité palestinienne (AP) signé en 1994 prévoit une imposition sur le carburant de 3% par Israël. Ce taux sur l'essence vient d'être réduit de moitié et s'élève désormais à 1,5%. Cela correspond à un gain d'environ 80 M ILS (20 M USD) par an pour l'AP. Grâce à cet accroissement budgétaire, l'AP a pu payer les salaires du mois de septembre de ses 250 000 fonctionnaires à hauteur de 90% le 3 octobre 2023 contre 80% habituellement depuis novembre 2021.

SYRIE

1. AUGMENTATION DES IMPORTATIONS DE PÉTROLE IRANIEN AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Les données collectées par le site *TankerTrackers* et l'organisation *United Against Nuclear Iran* (UANI) font état d'une augmentation des importations du nombre de barils iraniens au premier semestre 2023 (+33% par rapport au S1 2022). Toutefois, la Syrie représenterait une part de plus en plus faible des exportations de pétrole iranien (7% au S1 2023, contre 13% en moyenne au S1 2020).



LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr